

# Évolution des dépenses publiques et de la croissance économique au Maroc : Analyse descriptive

**Abdelilah SKIKRA**

*Docteur en sciences économiques et gestion, FSJES Souissi- Université Mohamed V Rabat*

**Résumé :** Cet article examine l'évolution des dépenses publiques et leur impact sur la croissance économique au Maroc de 1980 à 2019. À travers une analyse détaillée, l'article présente les différentes catégories de dépenses publiques : dépenses de fonctionnement, dépenses de la dette, et dépenses d'investissement. Il analyse ensuite les variations de ces dépenses au cours de trois sous-périodes distinctes (1980-1993, 1994-2004, et 2005-2019), en mettant en lumière les facteurs économiques, politiques et structurels qui ont influencé ces changements. Parallèlement, l'article explore l'évolution de la croissance économique marocaine sur la même période, en identifiant les principales réformes et politiques économiques mises en place pour stimuler cette croissance. En évaluant les tendances et les défis rencontrés, l'étude propose des recommandations pour améliorer la gestion des finances publiques et promouvoir une croissance économique durable et inclusive au Maroc.

**Mots-clés :** Dépenses publiques ; croissance économique ; PAS ; PIB.

## 1. Introduction

L'impact des dépenses publiques sur la croissance économique a toujours été un sujet d'intérêt majeur pour de nombreuses études tant théoriques qu'empiriques. Ce sujet devient d'autant plus important lorsque l'on considère que les dépenses publiques visant à renforcer les capacités productives peuvent influencer de manière durable le taux de croissance de l'économie. En ce sens, les dépenses publiques dans des domaines tels que l'éducation, la santé et le développement des infrastructures jouent un rôle clé en tant que principaux canaux par lesquels l'État peut influencer la trajectoire de croissance à long terme. En effet, une part significative du débat international sur la manière de stimuler la croissance économique dans les pays en développement a porté sur la nécessité de promouvoir les investissements publics.

Cette relation entre les dépenses publiques et la croissance économique a suscité un intérêt croissant des économistes, en particulier après la crise financière de 2008, lorsque le keynésianisme est redevenu une solution préconisée pour faire face à cette crise.

Depuis le déclenchement de la crise financière de 2008, qui s'est transformée en crise économique et en crise de la dette souveraine, la politique budgétaire est devenue un sujet d'intérêt majeur sur la scène politique et économique mondiale. Au Maroc, l'État joue un rôle crucial dans la relance de l'activité économique et le développement humain en utilisant son budget.



Au cours des années 2000, le Maroc a entrepris diverses réformes dans de nombreux domaines pour exploiter pleinement son potentiel. Cette approche proactive en matière de réformes a conduit à des résultats encourageants et significatifs. L'économie marocaine a connu une évolution marquée, avec une croissance plus stable du PIB et une plus grande résilience face aux chocs extérieurs grâce à la modernisation de la production nationale.

Au niveau national, la réalisation d'une croissance économique durable grâce aux dépenses publiques a toujours été un objectif central de la plupart des projets et programmes gouvernementaux, depuis l'indépendance jusqu'à nos jours. Sur cette période, même en dépit des Programmes d'Ajustement Structurel (P.A.S), le Maroc a cherché à devenir un exemple en planifiant des projets à long terme visant le développement des secteurs essentiels pour le bien-être de sa population, tels que les infrastructures, l'éducation et la santé. Cependant, les perturbations économiques mondiales, en particulier la crise de 2008, continuent d'avoir des effets néfastes sur de nombreux pays.

Ainsi, l'évolution quantitative des dépenses publiques s'est accompagnée d'une transformation de leur structure, influencée par les nouvelles missions de l'État, la nécessité de préserver les équilibres fondamentaux, et les nouvelles exigences liées à la libéralisation de l'économie nationale. Par conséquent, une multitude de facteurs, qu'ils soient économiques, politiques, conjoncturels, structurels, extérieurs, ou intérieurs, ont contribué à l'évolution des dépenses publiques, tant en termes de leur volume que de leur composition. Ces facteurs peuvent varier en fonction de la période considérée.

Partant, l'analyse rétrospective des dépenses publiques au Maroc au cours des trente dernières années est de nature à nous éclaircir sur la problématique de l'inefficacité des dépenses publiques dans notre pays.

L'objectif de cet article est d'analyser l'évolution des dépenses publiques au Maroc de 1980 à 2019 et d'examiner leur impact sur la croissance économique. En adoptant une approche descriptive, cette étude vise à identifier les tendances clés et les changements structurels dans les dépenses publiques, à évaluer leur efficacité et à comprendre comment elles ont contribué à la performance économique du pays. En fournissant une perspective historique, cet article cherche également à formuler des recommandations pour améliorer la gestion des finances publiques et favoriser une croissance économique durable et inclusive.

## 2. Les dépenses publiques

Les dépenses de l'État, appelées aussi charges budgétaires ou dépenses publiques, sont les dépenses effectuées par l'État, les administrations de sécurité sociale, les collectivités territoriales et les administrations et organismes qui leur sont rattachés (HARAKAT, 2021). Elles peuvent être présentées par nature ou par mission et classées, en général, en trois catégories :

### 2.1. Dépenses de fonctionnement

Elles regroupent les dépenses du personnel (salaires fonctionnaires, etc.) et du matériel (achat de fournitures, etc.) :

- Dotations des pouvoirs publics ;
- Dépenses de personnel et de matériel afférentes au fonctionnement des services des pouvoirs publics ;
- Dépenses diverses relatives à l'intervention de l'État notamment en matière administrative, économique, sociale et culturelle ;
- Dépenses relatives aux charges communes y compris les dépenses de la dette viagère ;

- Dépenses imprévues et les dotations provisionnelles ;
- Dépenses des listes civiles et les dotations de souveraineté des services dépendant de S.M. le Roi (cour royale) ;
- Dépenses de la chambre des représentants ;
- Dépenses du personnel et du matériel relatives aux différents ministres.

## 2.2. Dépenses de la dette

Elles comprennent l'ensemble du remboursement de la dette intérieure et extérieure :

- Dotations affectées aux dépenses résultant de l'exécution des plans de développement approuvés par le Parlement ;
- Dépenses non prévues au plan de développement et programmées dans la loi de finances, destinées à la préservation, la reconstitution ou l'accroissement du patrimoine national ;
- Dépenses de personnel non titulaire peuvent être incluses dans les dépenses d'investissements à la condition qu'elles ne concernant que les agents affectés à leur exécution en régie.

## 2.3. Dépenses d'investissement

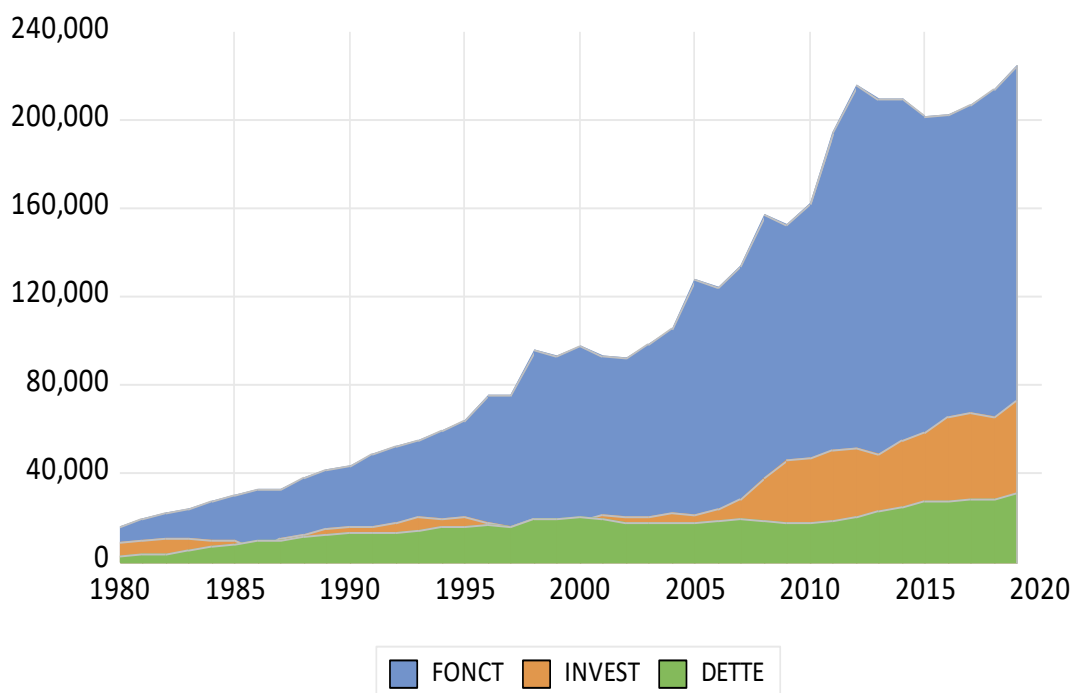
Elles prennent en charge le financement des projets d'infrastructure et des biens d'équipement :

- La dette amortissable : elle englobe les amortissements, les intérêts et les commissions relatifs aux emprunts contractés à long terme par le Maroc. Figurent également les emprunts contractés par l'État auprès du public ou auprès des établissements financiers du secteur public.
- La dette flottante : elle se manifeste plus par l'émission des bons des trésors. Cette dette se caractérise par la courte période des titres qui la composent ainsi que le caractère continu des opérations d'émission et de remboursement. Le volume de cette dette augmente constamment et de manière imprévisible (d'où son caractère flottant).

## 3. Évolution des dépenses publiques

### 3.1. Dépenses publiques entre 1980 et 2019

Figure 1 : Évolution des dépenses publiques entre 1980 et 2019 (en MAD)

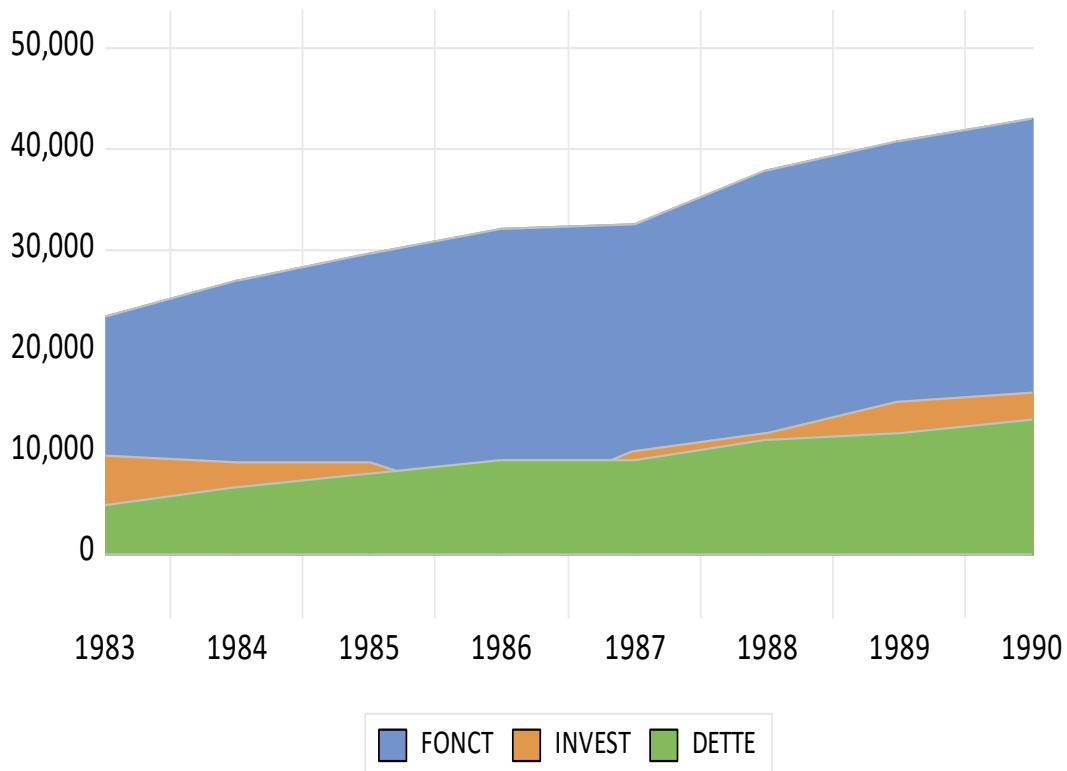


Source : nos soins

On constate que d'après Figure 1, les dépenses de fonctionnement évoluent rapidement par rapport aux dépenses d'investissement et les dépenses de l'intérêt sur la dette publique. Pour bien décrire et analyser l'évolution de ces dépenses entre 1980 et 2019, nous allons les analyser en trois sous-périodes (similaires à celles de la croissance économique). Ces périodes se répartissent comme suit :

### 3.2. Dépenses publiques entre 1980 et 1993

**Figure 2 :** Évolution des dépenses publiques entre 1980 et 1993 (en MAD)



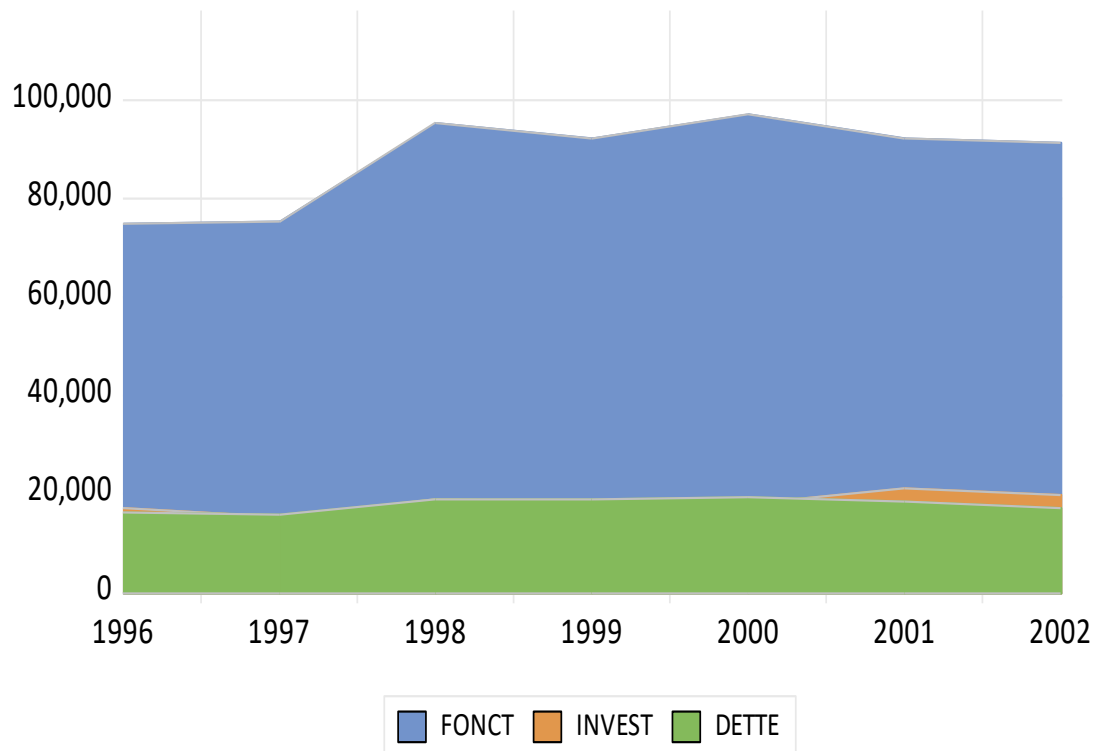
*Source : nos soins.*

D'après cette figure, nous remarquons qu'une observation importante réside dans l'augmentation significative des dépenses publiques de fonctionnement, passant de 15 411 millions de dirhams en 1980 à 54 829 millions en 1993. Parallèlement, au cours de la même période, les dépenses liées à la dette ont enregistré une hausse notable, passant de 1 926 millions de dirhams en 1980 à 13 707 millions. Cette croissance est attribuable aux déficits budgétaires cumulés, financés principalement par le recours massif aux ressources intérieures. En outre, il est à noter qu'en 1993, les dépenses d'investissements ont atteint 19 938 millions de dirhams, marquant une nette augmentation par rapport à 4 951 millions en 1986 et 9 484 millions en 1981.

En examinant attentivement les chiffres, on se rend compte que la première sous période 1980 et 1993 est caractérisée par une forte augmentation des dépenses publiques totales qui passent de 25 857 millions de dirhams en 1980 à 88 474 millions de dirhams en 1993.

### 3.3. Dépenses publiques entre 1994 et 2004

**Figure 3 :** Évolution des dépenses publiques entre 1994 et 2004 (en MAD)



*Source : nos soins.*

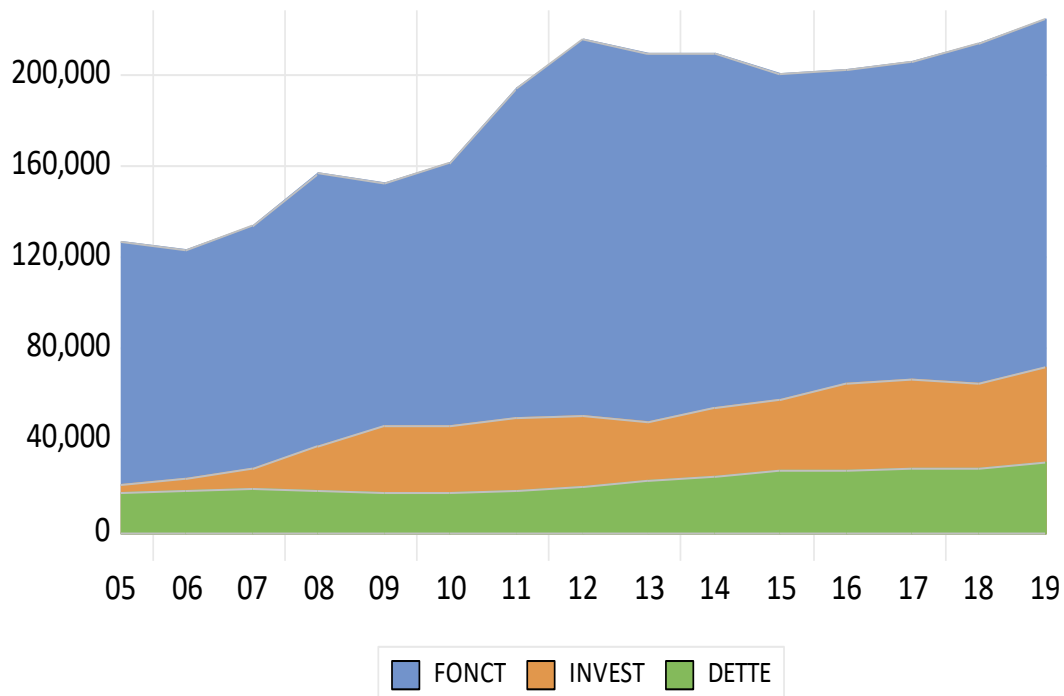
La Figure 3 illustre une croissance rapide des dépenses de la dette publique entre 1993 et 2004, phénomène motivé par deux raisons majeures. Premièrement, ces dépenses sont allouées pour combler le déficit budgétaire. Tant que ce déficit subsiste, la dette est inévitablement appelée à augmenter. Deuxièmement, l'augmentation de la dette intérieure résulte également d'une décision politique délibérée visant à réduire la dépendance du pays à l'égard de la dette extérieure. L'objectif sous-jacent est de favoriser l'endettement intérieur en tant que principale source de financement pour le Trésor.

En ce qui concerne les dépenses d'investissements, elles ont connu une baisse constante en 1996, suivie d'une évolution notable à partir de 1998, passant de 14 milliards de dirhams en 1998 à 21 milliards de dirhams en 2004.

Après une analyse détaillée du graphique, on s'aperçoit que la deuxième sous période (1993-2004) est marquée par un accroissement continu des dépenses publiques, en passant de 74 milliards de dirhams en 1994 à 127 milliards de dirhams en 2004.

### 3.4. Dépenses publiques entre 2005 et 2019

**Figure 4 :** Évolution des dépenses publiques entre 2005 et 2019 (en MAD)



*Source : nos soins.*

Comme illustré sur le graphique, les dépenses de fonctionnement maintiennent une trajectoire ascendante, passant de 127 229 millions de dirhams en 2005 à 224 379 milliards de dirhams en 2019, atteignant un pic de 215 623 millions de dirhams en 2012. Par ailleurs, au cours de la période 2005-2013, les dépenses de la dette publique ont augmenté de manière significative, passant de 17 441 millions de dirhams en 2005 à plus de 30 414 millions de dirhams en 2019. Cette hausse marquée est principalement attribuable à l'augmentation des cours du pétrole et du gaz, ainsi qu'à l'accroissement du prix du sucre brut.

Face à cette situation, le gouvernement a réagi en 2013 en introduisant un système d'indexation partielle sur les produits pétroliers. Cela s'est traduit par une répartition des charges liées à la hausse des cours entre l'État et le consommateur. Grâce à l'adoption de ce système, les dépenses de la dette publique ont connu une stagnation significative en 2014.

### 4. Évolution de la croissance économique

L'impératif de réaliser une croissance économique soutenue est profondément enraciné dans les objectifs des politiques économiques, car elle incarne le moteur essentiel du progrès socio-économique. Au-delà d'une simple statistique, la croissance économique façonne les contours de la vie quotidienne, influençant directement le niveau de vie, l'emploi et la qualité générale de la vie d'une population. Dans cette optique, une plongée détaillée dans l'évolution de la croissance économique au Maroc, s'étalant de 1980 à 2019 et scrutant les méandres du Produit Intérieur Brut (PIB), offre un regard éclairant sur la trajectoire économique du pays.

La croissance économique, bien plus qu'une simple quête de chiffres en expansion, est le baromètre de la dynamique économique d'une nation. Elle symbolise la capacité d'innovation, la résilience face aux défis, et la compétitivité sur la scène mondiale. Cette exploration approfondie s'efforcera ainsi de dévoiler les intrications des diverses périodes, de mettre en relief les déclencheurs de croissance, et d'analyser les réponses du Maroc aux évolutions économiques mondiales. En examinant cette trajectoire, nous espérons obtenir des insights cruciaux sur les leviers qui ont propulsé ou entravé la croissance économique marocaine au fil des décennies.

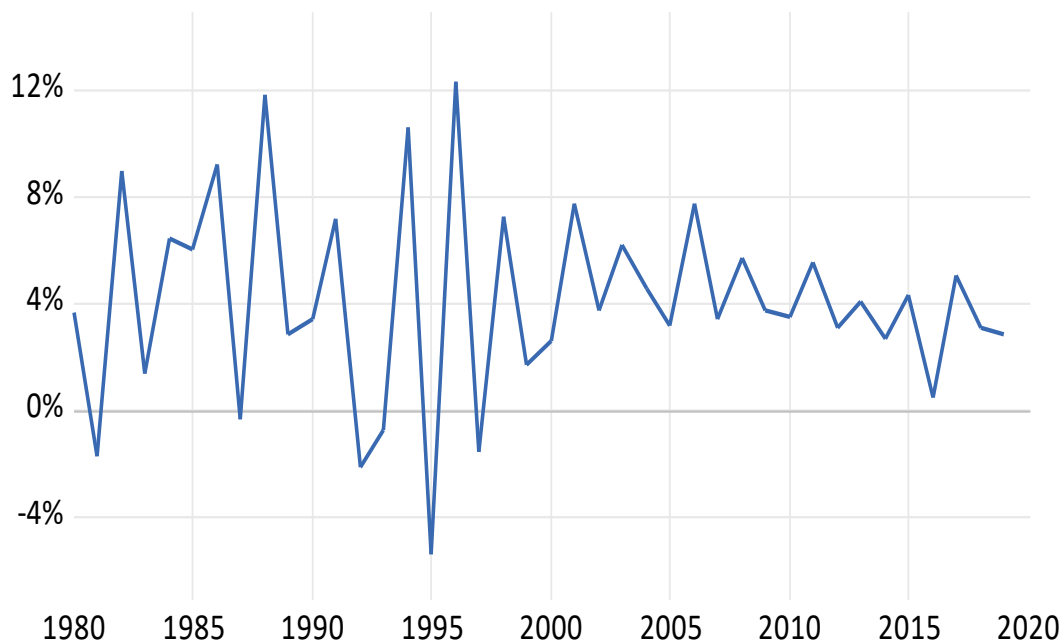
#### 4.1. Croissance économique entre 1980 et 2019

Au fil des décennies, l'économie marocaine a traversé trois phases distinctes de croissance, comme le montre le graphique 1. Dans un premier temps, après l'indépendance, le Maroc a connu une accélération de sa croissance au cours des deux décennies suivantes, atteignant une croissance annuelle moyenne de 5,4 % dans les années 1970. Cette période a été caractérisée par la mise en œuvre de plans de développement économique et social visant à renforcer l'économie du pays et à accompagner les changements sociaux.

Les plans de développement des années 1960 (1960-1964 ; 1965-1967) ont joué un rôle essentiel dans cette phase. Ils mettaient l'accent sur le développement de l'agriculture et la création d'une industrie de base, avec l'intervention active de l'État pour consolider l'indépendance économique du pays et valoriser ses ressources nationales.

En effet, la croissance économique au Maroc est instable, comme illustré dans la figure 5. Cette instabilité découle de la concentration de la production dans quelques secteurs spécifiques, principalement les matières premières et l'agriculture. Ces secteurs sont fortement influencés par les fluctuations des marchés mondiaux et les aléas climatiques (EL MOUMMY et autre ;2021).

**Figure 5 :** Évolution du taux de croissance de PIB au Maroc :1980-2019 (en %)



*Sources : nos soins.*

L'analyse de l'évolution de l'économie marocaine sur une période étendue (1980-2019) présente un double intérêt. D'une part, elle permet de dégager les tendances à long terme, et d'autre part, elle permet de mieux identifier les changements qui ont accompagné cette évolution.

Dans cette partie, nous procéderons à l'étude des caractéristiques de l'économie marocaine depuis les années quatre-vingt. Pour ce faire, nous nous appuierons sur des données provenant des comptes nationaux (HCP, MEF et BAM), ainsi que celles fournies par la Banque mondiale et d'autres institutions internationales. En décomposant cette période en trois sous-périodes distinctes : de 1980 à 1993, de 1994 à 2004, et de 2005 à 2019. Cette approche nous permettra d'analyser en détail les changements et les tendances qui ont marqué chacune de ces étapes.

#### 4.2. Croissance économique entre 1980 et 1993

À partir de la Figure 6, nous constatons que le taux de croissance économique au Maroc est très fluctuant, caractérisé par une évolution en dents de scie ;

Il est important de noter qu'au début des années 1980, les principaux indicateurs économiques ont révélé une détérioration significative de la situation économique du pays. Cette détérioration comprenait un déficit budgétaire et un déficit courant de la balance des paiements, le deuxième choc pétrolier, une augmentation du dollar et des taux d'intérêt, ainsi qu'une sécheresse sévère en 1981 (HCP, 2005). Face à cette conjoncture, le gouvernement a mis en œuvre un programme d'ajustement structurel (PAS)<sup>1</sup> sous l'égide du FMI et de la Banque mondiale. L'objectif était de remédier aux déséquilibres macroéconomiques.

Dans ce contexte économique difficile, les autorités ont mis en place deux plans quinquennaux (El Aoufi et autre, 2005) : le premier s'étalant de 1981 à 1985, intitulé « *Plan de relance économique et sociale* », et le second de 1988 à 1992, connu sous le nom de « *Plan d'orientation* ». Ces plans avaient pour principaux objectifs :

- La mobilisation de l'épargne surtout privée ;
- L'augmentation des investissements ;
- L'amélioration de l'équilibre extérieur à travers l'augmentation des exportations ;
- Le désengagement de l'État et la privatisation ;
- La réforme fiscale.

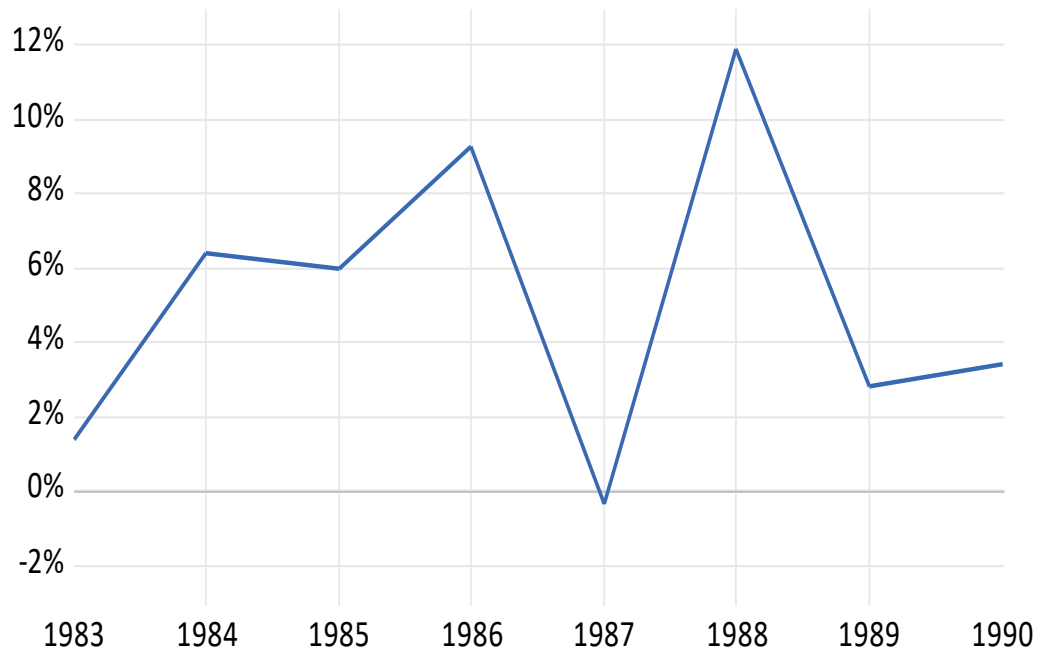
Au terme de la période allant de 1983 à 1993, l'économie marocaine a connu une amélioration progressive du PIB grâce à la mise en œuvre de PAS, après la détérioration économique en 1980 (DEPF, 1990).

---

<sup>1</sup> Un *Programme d'Ajustement Structurel (PAS)*, est un ensemble de mesures économiques et politiques recommandées par les institutions financières internationales, telles que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, pour aider les pays en difficulté économique à rétablir leur stabilité financière et à promouvoir la croissance économique.

Le Maroc a adopté ce programme en 1983 pour but de remédier la situation de déséquilibre qu'a connu l'économie marocaine à savoir : la réforme fiscale, l'ajustement des prix et leur libération, la réduction et la restructuration des dépenses publiques, la révision du système de l'incitation des investissements, la libération du commerce extérieur et l'adoption d'une politique de flexibilité du taux de chômage et enfin, la libéralisation du système de crédit et les mises en place d'une politique de promotion de l'épargne local, en vue d'activer le marché financier.



**Figure 6 :** Évolution du taux de croissance de PIB au Maroc :1980-1993 (en %)

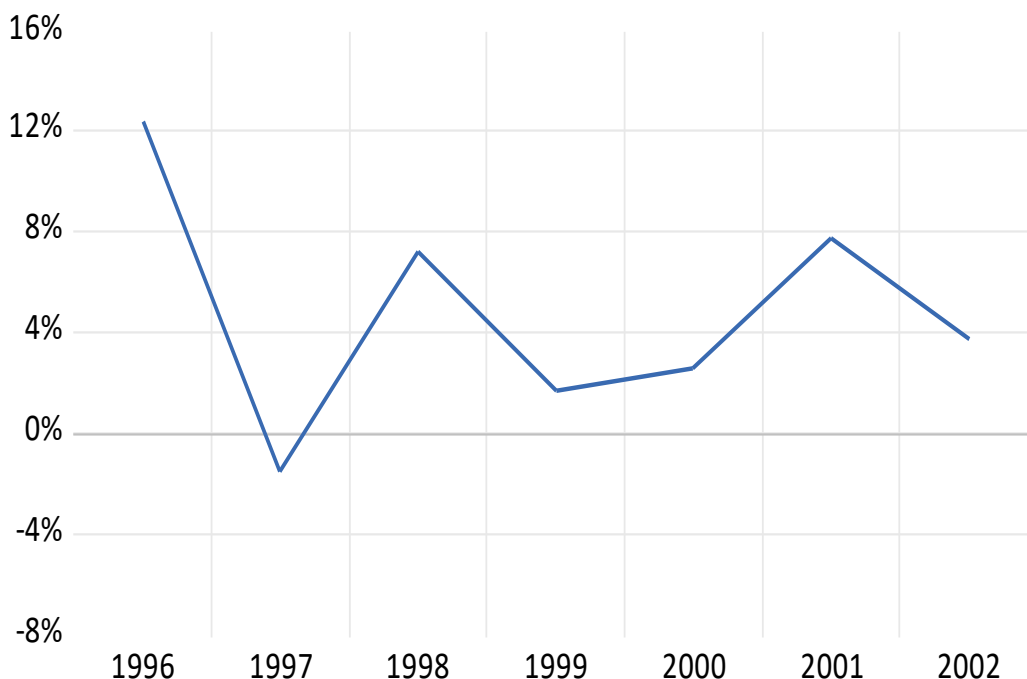
Source : nos oins

#### 4.3. Croissance économique entre 1993 et 2004

Depuis 1992, le Maroc a abandonné la planification économique, pour la reprendre en 1996 avec « *le plan quinquennal* » 1996-2000, dans le cadre du « plan de stratégie de développement économique et sociale »<sup>2</sup>. Un plan ambitieux avec comme objectifs :

- La libéralisation du commerce extérieur, en particulier par la signature d'accords de libre-échange avec l'Union Européenne et les États Unis d'Amérique ;
- La réforme de la douane, du secteur financier ainsi que l'accélération du processus de privatisation ;
- L'adoption du code du travail ;
- L'assainissement et l'amélioration de l'environnement des affaires.

En effet, on constate durant cette période qu'il y'a une amélioration de la croissance économique à la suite du PAS en 1983 (Figure 7). De ce fait, pendant la période analysée, les autorités publiques ont entamé une deuxième génération de réformes, au cours de la période 1994-2004, en coopération avec les institutions internationales dans le but de renforcer le tissu productif.

**Figure 7** : Évolution du taux de croissance de PIB au Maroc :1993 - 2004 (en %)

*Sources : nos soins.*

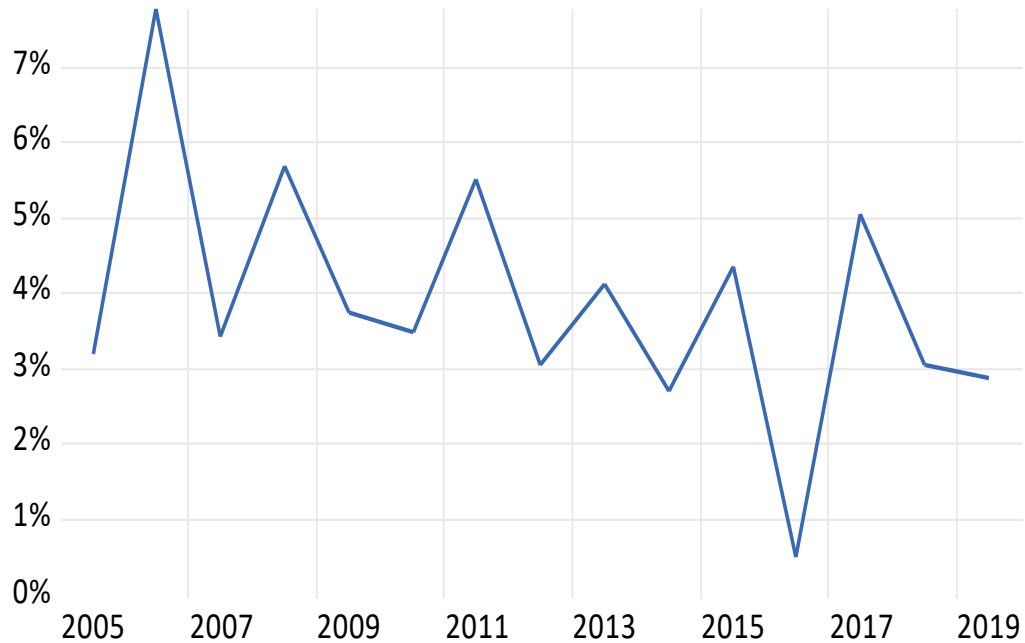
#### 4.4. Croissance économique entre 2005 et 2019

De 2005 à 2019, le Maroc a réussi à accélérer son rythme de croissance, atteignant un niveau supérieur et affichant une solide performance économique. Ce renforcement de la croissance découle de politiques macroéconomiques judicieuses et de réformes structurelles continues. À partir de 2005, le Maroc a mis en place des politiques budgétaires appropriées et a persisté dans la résolution des sources potentielles de risques budgétaires. Il est intéressant de noter que même pendant la crise économique mondiale de 2008, l'économie marocaine a maintenu une croissance robuste ;

Les débuts de cette période ont été marqués par des taux d'investissement et d'épargne élevés, en effet, l'importance de transferts des Marocains résidents à l'étranger et le mouvement des investissements directs étrangers entrants ont renforcé cette tendance.

En effet, la structure du PIB a gardé la même posture, le secteur de l'agriculture représente 12% à 15% du PIB et ce en fonction des aléas climatiques, quant à l'industrie et malgré les efforts déployés, elle garde en moyenne la part du PIB dégagé 26%. Les services accaparent la part du lion du produit intérieur brut 50%, ce constat est justifié par les performances des télécommunications et du tourisme.

Par ailleurs, au cours de cette période, plusieurs programmes sectoriels<sup>3</sup> ont été mis en place dans le but de favoriser une croissance économique durable en promouvant le développement des partenariats public-privé (PPP). Cette approche s'inscrit dans la vision globale visant à renforcer les secteurs jugés stratégiques pour l'économie marocaine, tels que l'industrie, les énergies renouvelables, l'agriculture, l'automobile, entre autres.

**Figure 8 :** Évolution du taux de croissance de PIB au Maroc :2005 – 2019 (en %)

*Sources : nos soins.*

### Conclusion et recommandations

L'analyse descriptive menée dans cet article met en lumière une corrélation entre les dépenses publiques et la croissance économique au Maroc. Malgré le retrait significatif de l'État durant la période du programme d'ajustement structurel, les dépenses publiques ont continué d'exercer une influence sur le rythme de croissance. Depuis 2004, la réduction de l'intervention de l'État marocain s'est concentrée sur des secteurs jugés essentiels, notamment ceux contribuant à l'amélioration du capital humain et de l'infrastructure nationale.

Cette étude descriptive nous permet également de conclure que le Maroc affiche une tendance de croissance significative. En effet, le taux de croissance moyen des années 80 est nettement inférieur à celui observé au cours des dix dernières années, soulignant ainsi l'importance d'une croissance économique durable à long terme pour notre pays.

Malgré les progrès observés, plusieurs recommandations peuvent être formulées pour renforcer davantage la relation entre les dépenses publiques et la croissance économique au Maroc :

- **Optimisation des dépenses publiques :** Il est essentiel que le gouvernement marocain continue à rationaliser ses dépenses publiques, en mettant l'accent sur l'efficacité et la gestion transparente des ressources financières ;
- **Stimulation de l'investissement :** Promouvoir un environnement favorable aux investissements, tant nationaux qu'étrangers, est crucial pour soutenir une croissance économique durable ;
- **Renforcement des réformes structurelles :** Poursuivre les réformes structurelles dans des domaines tels que la réglementation du marché du travail, l'amélioration du climat des affaires et la modernisation des secteurs publics et privés pour accroître la compétitivité et la résilience économique du Maroc ;

- **Investissement dans le capital humain** : Renforcer les investissements dans l'éducation et la formation professionnelle pour améliorer la productivité et favoriser l'innovation, essentielles pour une croissance économique durable et inclusive.
- **Gestion prudente de la dette** : Continuer à surveiller de près la dette publique et mettre en œuvre des stratégies efficaces pour maintenir sa soutenabilité à long terme, tout en minimisant les risques liés à l'endettement excessif.

### **Bibliographie**

- [1] Harakat, M. (2020). Finances publiques et réforme de l'État : le cas du Maroc. Finances publiques et réforme de l'État, 1-387.
- [2] El Aoufi, N., Herzenni, A., & Bensaid, M. (2005). Croissance économique et développement humain. 50 ans de développement humain au Maroc et perspectives pour 2025.
- [3] EL MOUMMY, C., SALMI, Y., & BADDIH, H. (2021). L'impact des énergies renouvelables sur la croissance économique: analyse empirique du cas Marocain. Journal d'Economie, de Management, d'Environnement et de Droit, 4(1), 170-186.
- [4] DEPF, « Bilan du Programme d'Ajustement Structurel », octobre 1995, p.1et 2.
- [5] Des données relatives aux MEF, HCP et BAM.
- [6] Rapport de la Haut Commissariat au Plan, p.15 et 17, 2005.